

Réactions à l'actualité

Courriers reçus au SCP au cours de la semaine du 27 août au 02 septembre 2016

Rappel, la semaine dernière : Jacqueline Sauvage, burkini, élections 2017 ...

Burkini :

Depuis l'arrêt du Conseil d'Etat, la mobilisation s'est renforcée (70 interventions sur le sujet) et s'est retournée (contestant la décision du Conseil d'Etat) :

- **Plus des deux-tiers des messages sont favorables à l'interdiction de ce « vêtement à caractère religieux ».** Evoquant principalement un acte « communautariste », une « volteface pour l'émancipation de la femme » et le principe de laïcité, ces requérants demandent au Président de faire preuve de « fermeté ». **Quelques-uns sont plus virulents, et s'insurgent de la décision du Conseil d'Etat** en l'assimilant à l'autorisation de « l'expression de l'islam radical en France », qui encouragerait le vote FN.
- **Une poignée de courriers commentent les propos tenus par le Premier ministre à la suite de la décision du Conseil d'Etat** ; soit pour soutenir M. Valls en le qualifiant d'homme « courageux », soit pour demander au Chef de l'Etat de « taper du poing sur la table et de le calmer » arguant qu'un Premier ministre ne peut se permettre de « contester » une décision prise par le Conseil d'Etat.
- **Une dizaine de correspondants sont hostiles aux arrêtés anti-burkini**, qui constituent à leurs yeux un acte « islamophobe » attisant les tensions : « pourquoi chercher les problèmes, ce n'est pas un trouble à l'ordre public de porter une combinaison ! ».
- **Enfin pour une dizaine d'autres, ce débat est jugé « stérile » et « inutile ».** Ils regrettent l'ampleur médiatique accordée à ce « détail de l'actualité », ou estiment qu'il s'agit d'un faux débat n'ayant rien à voir avec des questions religieuses : « les journalistes et les politiques ont du temps à perdre tout simplement, laissez ces femmes tranquilles ».

Elections au Gabon : fort

Les résultats des élections au Gabon reconduisant Ali Bongo pour un nouveau mandat présidentiel et les violences qui ont suivies notamment à Libreville et Port-Gentil ont conduit une **cinquantaine de particuliers, principalement des Gabonais et membres de la diaspora gabonaise, à demander une intervention du Président de la République** afin de faire « respecter la souveraineté du peuple ». Les attentes d'une alternance politique sont fortes dans un pays dépeint comme : « une dictature, une cour constitutionnelle partielle, une pauvreté croissante et des milliards détournés » et assurent que les manifestations de contestation ne faibliront pas : « La soirée du 31 n'était qu'un prélude aux événements à venir, nous ne lâcherons pas. Ali Bongo va malmener, arrêter, torturer et tuer des gabonais mais d'autres descendront dans la rue ».

« Au nom des relations qu'entretiennent les deux pays », **une vingtaine appellent le Chef de l'Etat à « exercer des pressions » sur le Président gabonais pour recompter les voix**, tandis que d'autres requièrent une intervention militaire dans le but de destituer Ali Bongo.

Parmi les autres réactions, **12 reviennent plus précisément sur la situation humanitaire au Gabon** et les violences contre la population. **Ici encore, l'intervention des autorités françaises est requise** pour « éviter le massacre » : « les forces de sécurité tirent à balles réelles sur les populations non armées ».

S'agissant des critiques, **6 jugent la réaction de la diplomatie française timorée** et soupçonnent une connivence entre la France et Ali Bongo pour des intérêts stratégiques : « Les raisons économiques vous ont semblé plus fortes et importantes que la soif de ces peuples africains aspirant à la démocratie ».

Enfin, quelques-uns, sans lien avec la communauté gabonaise, réfutent une intervention de l'Etat français qui doit « respecter la souveraineté du Gabon ».

Démission d'Emmanuel Macron : modéré

16 réactions seulement ont été enregistrées, la plupart condamnant une démission vue comme symptomatique de personnels politiques « *plus préoccupés par leur carrière que par le bien commun* ».

Cette décision jugée « *déloyale* » a suscité en retour un élan de soutiens vis-à-vis du Chef de l'Etat : « *Voilà qu'après avoir fortement contribué à l'impopularité du gouvernement [...], Monsieur MACRON vous abandonne aux conséquences de son inconséquence. Il ajoute aux railleries à l'encontre de vos électeurs socialistes, la veulerie, la lâcheté. Comment voulez-vous que nous fassions confiance aux hommes politiques ?* ».

Un seul correspondant témoigne de son soutien à Emmanuel Macron en ce qu'il incarnerait un renouveau de la classe politique. Une poignée d'autres en a profité pour pointer ce qu'ils considèrent être une responsabilité partagée du Président et de son ministre en matière de politique économique et fiscale qualifiée de « *dévastatrice et donnant si peu de résultats* ».

Rentrée scolaire : très faible

En dehors de quelques parents non bénéficiaires de l'ARS, la rentrée scolaire n'a pas été commentée : les dispositifs de sécurité renforcée semblent avoir rassuré les parents inquiets qui avaient fait part de leur peur d'une attaque terroriste ces dernières semaines.

Maintien en détention de Jacqueline Sauvage : très faible

Seules 8 personnes (contre 34 la semaine dernière) ont écrit cette semaine pour exprimer leur soutien à Jacqueline Sauvage et réclamer sa libération.

Fondation de l'islam de France : 3